FRÉDÉRIC LORDON

LA MALFAÇON

Monnaie européenne et souveraineté démocratique

LLL
LES LIENS QUI LIBÈRENT

La malfaçon

L'européisme est devenu le pire ennemi de l'Europe. Ne voulant plus que « l'Europe » intransitivement, c'est-à-dire sans le moindre égard pour ses contenus concrets, prêt s'il le faut à martyriser des peuples entiers, il est devenu une obstination aveugle. Au-delà de ses pires désastres économiques, sa tare congénitale est politique : le déni absolu de toute expression des souverainetés populaires. Certains, à gauche, continuent cependant de croire qu'on pourra changer l'euro austéritaire en un euro social. Mais, la crise présente l'a assez démontré, une monnaie unique aimable suppose d'être parachevée par une union politique authentique… que l'européisme présuppose sur le mode de la pure pétition de principe sans jamais vouloir en analyser les improbables conditions de possibilité.

L'urgence, politique et économique, commande donc de réexaminer de près l'option de la sortie de l'euro. Sous deux codicilles cependant : 1) reconstruire les concepts de souveraineté et de nation d'une manière qui les rendent irrécupérables par l'extrême-droite ; 2) réaffirmer que défaire l'euro n'exclut nullement de continuer à œuvrer pour l'approfondissement résolu de tous les autres liens – extraéconomiques ! – entre les peuples européens, ni même de penser à refaire un commun monétaire européen sous la forme, non plus d'une monnaie unique, mais d'une monnaie commune.

Frédéric Lordon

Frédéric Lordon est directeur de recherche au CNRS, il a récemment publié *Capitalisme, désir et servitude. Marx et Spinoza* (La Fabrique, 2010) ; *D'un retournement l'autre, comédie sérieuse sur la crise financière en quatre actes et en alexandrins* (Seuil, 2011) et *La Société des affects. Pour un structuralisme des passions* (Seuil, 2013).

ISBN : 979-10-209-0110-1
© Les Liens qui Libèrent, 2013

Du même auteur

La Société des affects. Pour un structuralisme des passions, Paris, Seuil, 2013.

D'un retournement l'autre – Comédie sérieuse sur la crise financière – En quatre actes, et en alexandrins, Paris, Seuil, 2011

Capitalisme, désir et servitude. Marx et Spinoza, Paris, La Fabrique éditions, 2010.

La crise de trop – Reconstruction d'un monde failli, Paris, Éditions Fayard, 2009.

Conflits et pouvoirs dans les institutions du capitalisme, (dir.), Paris, Presses de la Fondation des Sciences Politiques, coll. Gouvernances, 2008.

Jusqu'à quand? Pour en finir avec les crises financières, Paris, Éditions Raisons d'agir, 2008.

Spinoza et les sciences sociales. De l'économie des affects à la puissance de la multitude, (dir.), en collaboration avec Yves Citton, Paris, Éditions Amsterdam, 2008.

L'intérêt souverain – Essai d'anthropologie économique spinoziste, Paris, La Découverte, 2006.

Et la vertu sauvera le monde – Après la crise financière, le salut par l'«éthique»?, Paris, Liber / Raisons d'agir, 2003.

La Politique du capital, Paris, Odile Jacob, 2002.

Fonds de pension, piège à cons? – Mirage de la démocratie actionnariale, Paris, Liber / Raisons d'agir, 2000.

Les Quadratures de la politique économique, Paris, Albin Michel, 1997.

Frédéric Lordon

LA MALFAÇON

Monnaie européenne et souveraineté démocratique

Éditions Les Liens qui Libèrent

AVANT-PROPOS

De quoi s'agit-il ?

Ou plutôt, peut-être, de quoi ne s'agit-il *pas* ? Faire cette précision n'est sans doute pas du luxe, car si l'on voit bien, assurément, de quoi il est question lorsqu'on se propose de parler de l'« Europe », et en fait de l'euro, on voit aussi que, foyer d'une crise appelée à faire date dans l'histoire du capitalisme, l'euro donne irrésistiblement envie de parler de beaucoup d'autres choses qui le débordent de toute part mais qui, pour ainsi dire, « viennent avec ». Et, quoique « irrésistible », il va pourtant falloir tenter d'y résister… C'est le propre des très grandes crises que de rendre difficile l'exercice intellectuel de la circonscription et de se tenir à une question à peu près proprement délimitée sans que aussitôt en arrivent d'autres qui n'ont rien à voir *en première instance*… et qui ont quand même à voir, précisément parce que s'est ouverte une de ces phases historiques où l'ampleur de ce qui vacille remet le questionnement *général* à l'ordre du jour.

Dans cette ré-ébullition qui n'a en soi que de bonnes propriétés, il faut pourtant s'astreindre à maintenir quelques règles de méthode, et notamment celle qu'on ne parle pas de tout en une fois ! C'est pourquoi il faut peut-être prendre le temps

de dire de quoi il va être question ici, et de quoi il ne sera pas, manière de prévenir, si c'est possible, les déceptions anticipées de ceux que l'époque fait, très légitimement, monter en température – et qui voudraient tout attaquer *d'un coup*. Il le faut d'autant plus que, oui, une discussion tirée à partir de l'euro ne manque pas de s'ouvrir spontanément à des perspectives plus vastes : au-delà des « simples » enjeux de la monnaie unique, la question du capitalisme lui-même ; au-delà des politiques économiques de relance, la question des mythes de la croissance indéfinie ; au-delà d'un projet de restauration de la souveraineté populaire, la question de ses institutions… c'est-à-dire le plus souvent de ses confiscations ! Autant de choses d'une très grande importance… et dont il vaut mieux dire tout de suite qu'on n'en parlera pas – parce qu'on ne peut pas tout embrasser d'un seul tenant.

Sortir de l'euro… pour rester dans le capitalisme ?

On ne parlera donc pas du capitalisme, ou de sortie du capitalisme. Ça n'est pas faute d'en avoir l'envie ! Il est très légitime de vouloir pousser le plus loin possible les remises en cause qui redeviennent possibles à la faveur d'une grande crise – et grande, celle-ci l'est assurément. La chose est très légitime puisque, précisément, une crise est un moment d'opportunité historique pour dire à nouveau ce qui est étouffé en temps ordinaire, à savoir que « ça ne peut pas continuer comme ça ». Or, à l'évidence, l'envie est grande de dire que le capitalisme – non pas telle ou telle forme de capitalisme : le capitalisme *tout court* –, ça ne peut pas continuer comme ça. Remettre en cause la finance, c'est bien le moins ! Remettre en cause, un cran plus loin, la forme néolibérale du capitalisme, dont

la crise financière n'est que l'épiphénomène[1], tout autant. Mais on ne voit pas ce qui interdirait en principe de pousser le re-questionnement jusqu'à son terme : le mode de production capitaliste *lui-même*, non plus donc pour réinventer quelque chose *dans* le capitalisme, mais bien pour envisager d'en sortir. Si impérieuse que soit cette perspective, et avec quelque logique que chacune de ces remises en cause appelle la suivante, il ne sera pas question ici de sortie du capitalisme. Inutile donc d'objecter que discuter l'euro, vouloir le refaire ou en sortir, fait rester au milieu du gué et nous laisse dans le capitalisme : on le sait ! Et, par un décret de méthode, on l'assume – même si… il est des trajectoires de sortie de l'euro qui assurément entraînent des bouleversements de structures, notamment financières et bancaires, si profonds que, à défaut de faire sortir pour de bon du capitalisme, elles en font assez bien prendre le chemin (chapitre 4). Ce qui reste vrai en tout cas, c'est que « sortir du capitalisme » est généralement plus facile à clamer qu'à penser. Or on n'ouvre pas des chantiers intellectuels de cette ampleur au détour d'une note de bas de page ou en conclusion d'une sous-section. La sortie du capitalisme n'est pas une incidente au milieu d'un ouvrage qui parle d'autre chose : c'est une affaire en soi ! Pour l'avoir désertée pendant les décennies néolibérales, la pensée a pris du retard. Et le travail ne fait que (re)commencer[2].

1. À ce sujet, voir Frédéric Lordon, *Jusqu'à quand ? Pour en finir avec les crises financières*, Raisons d'agir, 2008, épilogue, et *La Crise de trop. Reconstruction d'un monde failli*, Fayard, 2009.

2. Voir, parmi beaucoup d'autres, Alain Badiou, *L'Hypothèse communiste*, Lignes, 2009 ; Alain Badiou et Slavoj Zizek (dir.), *L'Idée du communisme*, Lignes, 2010 ; Tony Andréani, *Dix essais sur le socialisme du XXIe siècle*, Le Temps des cerises, 2011 ; Stathis Kouvélakis (dir.), *Y a-t-il une vie après le capitalisme ?*, Le Temps des cerises, 2008 ; Éric Hazan et Kamo, *Premières mesures révolutionnaires*, La Fabrique, 2013 ; Daniel Bachet, Gaëtan Flocco, Bernard

Relancer la croissance… quand la planète agonise ?

On objectera aussi que tous ces débats consacrés à l'euro sont obnubilés par l'idée fixe de relancer la croissance… quand il importe au contraire d'en arrêter le train fou ! Est-il possible de faire entendre que cette objection, parfaitement sensée, n'en fait pas moins, *ici*, complètement fausse route ? Précisément pour méconnaître aussi bien le problème *présent* tel qu'il est posé par une conjoncture particulière et (parfois) la nature réelle du problème que pose elle-même cette objection quand elle se formule. Car, *à court terme*, il faut bien s'y faire : nous sommes dans le capitalisme ! Reconnaître que nous sommes dans le capitalisme, c'est admettre que nous sommes, *pour l'heure*, sous l'emprise de sa grammaire fondamentale : l'accumulation indéfinie. Or la décroissance *en régime capitaliste* est un solécisme manifeste. Il n'est d'ailleurs que d'observer la situation présente pour s'en convaincre : en régime capitaliste, la diminution du PIB s'appelle… la récession. Nous y sommes, et ça n'est pas beau à voir. C'est la force propre du capitalisme, en effet, que d'avoir structuré toute la société d'après sa grammaire de l'accumulation et de l'imposer comme cadre de la résolution de tous les problèmes liés à la survie matérielle des individus. Pour survivre, il faut de l'argent ; pour avoir de l'argent, il faut un salaire ; pour avoir un salaire, il faut un emploi ; et pour qu'il y ait de l'emploi, il faut (toutes choses égales par ailleurs) qu'il y ait de la croissance… qui détruit la planète ! Voilà l'absurde loi d'airain à laquelle le capitalisme soumet la vie des hommes. Hélas, les conclusions de court

Kervella, Morgan Sweeney, *Sortir de l'entreprise capitaliste*, Éditions du Croquant, 2007, ainsi que la cartographie établie par Razmig Keucheyan, *Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques*, La Découverte, coll. « Zones », 2010.

terme s'ensuivent aisément, en inversant simplement le sens de parcours de la chaîne des conséquences : laisser s'approfondir la récession par enthousiasme « décroissant », c'est raréfier un peu plus l'emploi, priver les individus de l'accès à l'argent du salaire – et les jeter dans la misère (Grecs et Portugais en parlent très bien).

Précisément, dira-t-on, n'est-il pas grand temps d'en finir avec cette logique absurde ? Bien sûr, il l'est ! Mais la décroissance, rigoureusement conçue, est un remaniement si profond des rapports sociaux sous lesquels s'effectue la reproduction matérielle collective qu'elle n'est que l'autre nom de « sortie du capitalisme ». Et retour à l'avertissement précédent. Qu'on n'oppose donc pas l'objection décroissante aux *urgences* qui nous assaillent présentement, et dont le caractère extrême requiert de faire quelque chose vite, très vite, quitte à ce que ce soit *d'abord* dans le cadre de l'accumulation capitaliste. C'est en tout cas ce présupposé qu'admet le présent travail. Et si d'aventure venait à monter un mouvement se prévalant – à raison ! – de ce que mettre un terme à la destruction de la planète est aussi, *dans son genre*, une sacrée urgence, et qu'il prît force au point de bousculer pour de bon la donne, rien ne serait plus agréable que de savoir ce livre complètement dépassé et bon à jeter aux ronces. Si, comme on peut cependant raisonnablement le penser, ce renversement salutaire ne survient pas dans les délais impérieusement requis pour sauver le peuple grec, le peuple portugais, une partie croissante du peuple français, etc., alors il faut bien moins voir la reconstruction (ou la sortie) de l'euro (en cadre capitaliste) et l'échappée décroissante comme antagonistes que comme des réponses hiérarchisées par le degré des urgences, les marges d'action disponibles, et dont l'une ne doit en aucun cas décourager de travailler à l'advenue de l'autre.

Restaurer la souveraineté…
pour la rendre à des « représentants » ?

Enfin, si l'on parlera, et même beaucoup, de souveraineté politique – devrait-on dégager une unique ligne de force de tout ce qui va suivre, ce serait celle-là –, on ne parlera pas non plus des misérables réalisations qui lui sont le plus souvent concrètement offertes, même dans les meilleurs des cas. Car c'est un fait que toute la question de la crise présente, crise moins économique qu'elle n'est politique, se concentre dans la question de la souveraineté – il faudrait plutôt dire dans la tératologie politique en quoi consiste la gigantesque soustraction européenne des souverainetés populaires (chapitre 1). Mais c'est un autre fait que, « la souveraineté restaurée », il resterait matière à s'interroger sur ce que nous aurions reconquis vraiment. À l'expérience d'un siècle et demi d'institutions « démocratiques », n'apparaît-il pas évidemment que la souveraineté populaire ne s'est jamais exprimée que sous la forme des captations élitaires-parlementaires, c'est-à-dire affligée de toutes les confiscations propres à la délégation, « confiée », ou plutôt abandonnée, à une représentation qui ne représente qu'elle-même, baignant dans une pantomime de « débat public » dominée par des médias et des précepteurs qui ne tiennent très majoritairement que le discours de l'ordre dominant, quand ils ne sont pas directement stipendiés par lui ? Si la souveraineté populaire s'entend comme capacité du peuple à prendre en main son propre destin, il est assez évident que, sous une conception tant soit peu exigeante, on aura du mal à la reconnaître dans les institutions de ce que, empruntant à Badiou, on serait assez tenté de nommer non pas « démocratie », mais *capitalo-parlementarisme*, manière de rappeler de qui le parlementarisme est véritablement le serviteur.

Là encore, cependant, il faut résister – méthodologiquement, pas politiquement ! – à la tentation du « tout ». Dans les ambitions consciemment auto-limitées d'un travail sur l'Europe et l'euro, il n'entre donc pas de reprendre l'immense question des formes adéquates d'expression de la souveraineté populaire, ni celle des moyens de sortir du dédale de ses défigurations – gigantesque chantier de la pensée (et surtout de l'action !) politique dont nul ne saurait prétendre encore avoir vu le bout. Aussi, mais en toute connaissance de cause, la présente analyse assume-t-elle de s'en tenir provisoirement à la logique du succédané : penser les restaurations de la souveraineté populaire, *ici*, ce sera penser le moyen de rendre leurs prérogatives, et leurs capacités d'agir, aux institutions dites représentatives – car la dépossession s'élève au carré quand à celle inhérente à la représentation même s'ajoute celle qui dépouille la représentation en l'enfermant dans des contraintes de rang supérieur, celles des traités européens, où toute faculté de décider lui a été (délibérément) retirée. Si le filtre de la représentation n'est pas suffisamment épais pour que *rien* des demandes populaires ne puisse *jamais* finir par y faire son chemin, il est bien certain cependant qu'il est réduit à l'opacité complète, et à l'inanité définitive, quand lui-même n'embraye plus sur rien pour avoir abandonné ses propres pouvoirs à l'étage supérieur de la non-démocratie européenne. Penser la « restauration de la souveraineté politique » ne saurait donc avoir ici le sens d'une expression enfin intègre de la volonté populaire, mais celui seulement d'une possibilité que quelque chose de cette dernière puisse de nouveau se faire entendre – si elle le crie suffisamment fort !

Essayer à nouveau

Voici donc ce qu'on pourrait dire de la perspective ouverte ici : elle est pour ainsi dire le *programme des « conditions nécessaires »* – et bien sûr pas celui des conditions suffisantes… Par conditions nécessaires, il faut entendre les conditions de possibilité de l'initiative souveraine. Évidemment, la simple restauration de ces conditions de possibilité n'entraîne nullement par soi que leur exercice livre avec certitude les résultats conformes à une espérance progressiste – qui le nierait ? À tout le moins celle-ci se trouve-t-elle moins absolument niée que dans le cadre européen présent – ce n'est pas un progrès littéralement décisif, entendre qui fasse à lui seul la *décision*, mais c'est un progrès, ou disons un méta-progrès, c'est-à-dire la condition de possibilité de futurs progrès, et par les temps misérables qui courent toute avancée est à saisir ! Contrastant avec tous ceux qui se prévalent ostensiblement de sa mythologique figure mais pour n'armer que des demi-mesures, Serge Halimi rappelle ces paroles de Roosevelt : « Le pays exige des expérimentations audacieuses et soutenues. Le bon sens est de choisir une méthode et de l'essayer. Si elle échoue, admettez-le franchement et essayez autre chose. Mais surtout, essayez quelque chose [1] ! » À l'évidence, on ne peut plus rien essayer dans le carcan de l'euro. En vérité, il a été délibérément construit à cette fin : qu'on ne puisse rien y essayer ! – en tout cas rien d'autre que ce que lui-même a imposé, et si merveilleusement réussi… C'est pourquoi il importe d'en sortir. Non pas de le transformer pour en faire un euro riant, car on soutiendra ici, n'en déplaise à la gauche

1. Serge Halimi, « Stratégie pour une reconquête », *Le Monde diplomatique*, septembre 2013.

européiste[1], que cette transformation-là n'est pas possible. Non pas donc continuer de rêver, l'arme au pied, d'une transformation qui n'arrivera jamais, mais en sortir. En sortir pour restaurer la souveraineté populaire, c'est-à-dire les conditions de possibilité de l'expérimentation, dans l'espace où les institutions, matérielles et symboliques, en sont déjà tout armées, immédiatement disponibles : l'espace national. Et puis aussi pour envisager ultérieurement de refaire « quelque chose » en Europe, par exemple non plus une monnaie unique, mais une monnaie commune (chapitre 7).

Souveraineté, nations : la gauche entre tétanie et désertion

C'est généralement le moment du grand récri : à toute une fraction de la (vraie) gauche, « nation » et « national » sont hélas devenus d'inacceptables monstruosités. On trouve de tout dans ce spasme : le plus sincèrement inquiet et le plus authentiquement stupide. Le plus sincèrement inquiet, car il est vrai que l'époque n'est pas drôle et que, comme toujours dans les périodes de grande crise, le pire y trouve ses meilleures occasions de faire résurgence. Mais la vigilance se change en sa propre ennemie quand elle ne veut plus ni voir, ni parler, ni réfléchir sous le coup de la peur. « Il y a des mots

1. On verra bientôt que par « gauche » on ne saurait entendre ici le parti socialiste (et ses insignifiants supplétifs gouvernementaux comme EELV), mais, au risque d'un pléonasme auquel cependant l'époque contraint, la gauche combattant le néolibéralisme ; « gauche européiste » désignant alors des organisations comme Attac (ou disons plus exactement le conseil scientifique d'Attac) et la fraction dominante des Économistes atterrés. Pour deux contributions très représentatives de ce point de vue, voir Benjamin Coriat et Thomas Coutrot, « Pour changer la société, l'Europe n'est pas un frein mais un socle », *Marianne*, 3 août 2013, ou Pierre Khalfa, « Le monde enchanté de la monnaie commune. À propos d'un article de Frédéric Lordon », Mediapart, 1er août 2013.

à ne pas dire en ce moment » – voilà la phrase accablée, et surtout accablante, qu'on entend le plus souvent, à gauche, à la simple évocation d'un terme comme « souveraineté »… dans l'amnésie complète de ce qu'il est le legs même de notre histoire révolutionnaire ! On ne s'étonnera pas que, de terreurs en abandons, toutes ces idées qui furent celles de la gauche – la souveraineté du peuple, la nation définie comme *citoyenneté politique* (aux antipodes, faut-il le dire, de toutes les mystiques identitaires, encore plus racialistes[1] !) – aient été ramassées, récupérées, et avilies, par les pires faiseurs de l'extrême droite, simples opportunistes prospérant davantage encore de ce qui leur a été délaissé. Il faut être rendu au dernier degré de l'effroi intellectuel pour ne plus être capable de contester ces rapines, c'est-à-dire de simplement porter des idées qui ont été historiquement celles de la gauche – le mauvais calcul politique de la désertion et de l'abandon du terrain s'ajoutant au mauvais calcul intellectuel de la dénonciation d'un si précieux héritage.

Les effrayés oseraient-ils soutenir que la souveraineté populaire est devenue un principe politique caduc[2] ? Et, si oui, par quoi proposeraient-ils donc de le remplacer ? S'ils le conservent au contraire, admettraient-ils que ce principe ne fait sens que dans le périmètre d'une communauté politique nécessairement bornée ? Si non, pourraient-ils indiquer comment ils en envisageraient l'opérationnalisation – à l'échelle du monde entier ? Il serait donc grand temps de mettre un peu de conséquence

1. Voir chapitre 8.

2. Un point de vue que Catherine Colliot-Thélène a au moins le mérite d'assumer avec radicalité dans un ouvrage, *La Démocratie sans « demos »* (PUF, 2011), dont le titre à soi seul est suffisamment parlant, livre par ailleurs passionnant – autant par la fermeté de son argumentation, la profondeur de sa perspective historique et philosophique… que pour l'irréductible différend qu'il fait naître avec la perspective qui sera défendue ici !

dans les appels angoissés à l'« Europe », rivés à des postures de dépassement dont jamais les conditions de possibilité ne sont analysées – et encore s'agit-il de faux dépassements, puisqu'ils conduiraient en fait à un simple redéploiement du principe de souveraineté à une échelle territoriale étendue… c'est-à-dire à la reconstitution, fût-ce sous la forme fédérale – mais ceci n'est qu'une différence seconde –, du principe même qu'ils vilipendent quand ils l'observent dans la limite du territoire des actuelles nations !

Il faut donc redire la possibilité du national (chapitre 5) contre les fausses évidences de ses disqualifications, contre les faux verdicts de fatalité qui la vouent aux pires des nationalismes xénophobes, c'est-à-dire en prenant soin d'en formuler adéquatement les termes – ceux par exemple que nous avons hérités de la Révolution française –, en répétant que ce dont les corps politiques malmenés crèvent vraiment, c'est de ne plus pouvoir *essayer*, de s'être vu retirer la possibilité d'essayer, et que restaurer cette possibilité est la plus urgente, la plus impérieuse des exigences démocratiques. Mais il faut surtout sortir de cette mortelle antinomie du « nationalisme » et de l'« internationalisme », cette hystérisation symétrique qui ne parvient plus à penser le minimum de complexité de leur articulation. Seule une désolante caricature-réflexe peut soutenir que retourner à des politiques économiques nationales équivaut à l'enfermement derrière de hauts murs – comme ces affligeantes représentations ne font en général pas les choses à moitié, elles ne manquent pas d'ajouter quelques subtiles images à base de miradors et de barbelés… –, et ceci en dépit du fait que, hors de l'Union européenne, il semble que 170 États-nations développent (par construction !) des politiques, oui, nationales, mais sans s'être transformés en citadelles coupées de tout, y compris ceux qui ont pris le parti de ne pas

tout sacrifier aux injonctions de la mondialisation néolibérale et n'ont pas hésité à mettre des restrictions aux libres circulations des marchandises et des capitaux ! On pourrait donc trouver que la démonstration d'une économie proprement inter-nationale, c'est-à-dire une économie dans laquelle des économies *nationales* entretiennent « cependant » (!) des *rapports*, assez denses même, a été largement faite, mais non ! La vue internationaliste ne connaît plus que les deux états de la Terre plate chère à Thomas Friedman [1] et des autarcies nationales…

Et voici les arguments indigents qu'on trouve même parfois dans sa bouche ou sous sa plume : « On n'arrivera à rien tout seul… » – mais cet internationalisme pourrait-il nous expliquer comment les 170 pays qui ont l'immense infortune de vivre hors de l'Union européenne parviennent manifestement à « y arriver » un peu tout de même ? Sans doute y a-t-il maintenant des enjeux planétaires, ceux du climat par exemple, qui requièrent des formes développées de coordination internationale. Il faudra cependant en avoir trouvé les voies avant l'instauration du gouvernement mondial, faute de quoi nous finirons grillés avant l'heure ; or, disons-le aux internationalistes forcenés, il n'est pas sûr avant longtemps que tous les États du monde acceptent d'entrer dans l'État mondial – et, pour l'heure, une mesure aussi atteignable qu'efficace consisterait bien davantage à mettre un frein à l'expansion indéfinie du commerce international. « Dans un monde d'interdépendances… », persiste néanmoins l'européisme, « pour peser dans la mondialisation… », et c'est toujours un moment d'accablement d'entendre venant d'ailleurs que du *Nouvel Obs* et

1. Thomas Friedman, *La Terre est plate. Une brève histoire du XXIe siècle*, Saint-Simon, 2006. Ajoutons qu'après avoir commis cette œuvre impérissable de prescience – deux années à peine (pour la version anglaise) avant l'éclatement de la crise des subprimes… – Friedman a cru bon (il a eu raison) de se reprendre pour soutenir cette fois – c'était en 2009 – que la Terre « perdait la boule »…

de France Inter ces échantillons de pensée *Nouvel Obs* et France Inter, phraséologie d'éditorialistes de la mondialisation qui, par définition, n'ont jamais eu à l'idée de discuter les prémisses de la mondialisation, et s'occupent à nous faire tenir pour un état de fait irréversible que la mondialisation est là, qu'elle est notre horizon indépassable, que l'humanité aura maintenant à faire avec elle *in sæcula sæculorum*. Entendre un intellectuel critique ânonner avec Bernard Guetta « pour peser dans la mondialisation », c'est toujours une sorte de petit désastre que, longtemps, on n'aurait pas imaginé possible quand, précisément, il s'agit de penser que la mondialisation, configuration historique *contingente*, a été le produit d'un coup de force, le produit de politiques publiques décalquées d'après les intérêts des dominants, à l'image de la déréglementation financière qui en est le joyau (voir *infra*, chapitre 1), et que rien ne commande de valider ce coup de force tel quel. Tout au contraire ! Combattre le néolibéralisme, c'est d'abord entamer la *désescalade des interdépendances*, en se montrant capable de penser, si c'est possible, qu'il y a des intermédiaires entre la mondialisation capitaliste et la Corée du Nord… En tout cas, c'est ne pas tenir ces interdépendances fabriquées pour acquises ni pour des contraintes quasi naturelles avec lesquelles nous n'aurions plus que le choix de composer.

Dans ces conditions, comment s'étonner que la vue internationaliste ne soit pas davantage capable de concevoir que les solidarités internationales concrètes ne naissent pas *ex nihilo* par l'improbable force propre de quelque décret moral des intellectuels internationalistes, mais qu'elles sont favorisées, ou découragées, par les rapports que les structures de l'économie internationale imposent aux salariats des divers pays : découragées quand ces rapports sont de mise en concurrence violente, comme c'est le cas dans la mondialisation du libre-échange, qui fait vivre les salariats nationaux sous les pires antagonismes

possibles, très peu propices à faire naître quelque affect de solidarité ; favorisées quand ces salariats sont moins maltraités, en tout cas quand leurs souffrances ne peuvent plus être mises au compte d'une concurrence internationale qui les dresse *objectivement* les uns contre les autres, et que peuvent alors s'imaginer bien plus facilement des solidarités trans-nationales. De sorte que l'internationalisme abstrait, prêt à pactiser avec le néolibéralisme pour le seul motif d'accomplir d'abord le « dépassement post-national », quel que soit le contenu dudit dépassement, est devenu le pire ennemi de l'internationalisme, là où la préoccupation nationale bien comprise pourrait être, sans le moindre paradoxe, son meilleur véhicule.

C'est la même incapacité dialectique, enfin, qui empêche de voir, d'une part, que, sans l'analyse réaliste et lucide de ses (exigeantes et restrictives) conditions de possibilité, l'appel générique à une « Europe politique » est voué, tout comme la présente monnaie unique, aussi mal pensée, aussi peu *réfléchie*, à tourner au cauchemar, et, d'autre part, que le retour aux politiques économiques nationales, *n'excluant en rien par lui-même que tous les liens extra-économiques continuent d'être approfondis*, loin de contredire absolument toute perspective européenne, en offre au contraire la meilleure base de re-départ, à terme sans doute, sur la base d'objectifs plus modestes sans doute aussi, comme celui d'une monnaie commune en lieu et place d'une monnaie unique, mais d'une Europe qui, pour n'être pas le seul projet du capital, comme celle de Maastricht, ou bien l'imagination fantasmée d'un intellectualisme abstrait, a quelque chance de se rendre moins odieuse aux populations, et d'accomplir enfin sa destinée [1].

1. Certains des chapitres de cet ouvrage sont inédits, d'autres sont issus de textes publiés du blog « La Pompe à phynance » (*Le Monde diplomatique*), mais ont été sensiblement remaniés et refondus.

Partie I

IMPASSES DE L'EUROPE

CHAPITRE 1

Tératologie politique

(La soustraction européenne de la souveraineté)

On peut multiplier les analyses macroéconomiques à l'infini, démonter les rouages de l'effondrement des subprimes, identifier les mécanismes de transmission du choc à l'économie réelle, exposer l'enchaînement qui conduit de la récession à l'explosion des déficits et des dettes en passant par l'effondrement des recettes fiscales, y ajouter les politiques d'austérité aberrantes et leurs effets autodestructeurs, faire la liste de toutes les impasses du modèle européen de politique économique telles qu'elles laissent entièrement ouverte la possibilité d'une disparition de l'euro, on peut, donc, toujours se livrer à cet exercice, dont la matière est en constante expansion, et pourtant n'avoir pas le fin mot de toute cette histoire. C'est peut-être le propre, dans l'ordre du savoir, des très grandes crises historiques que de déborder fatalement les cloisonnements disciplinaires et de rendre les spécialisations, pourtant nécessaires, tragiquement insuffisantes. Le pouvoir de fracture de ces très grandes crises a en effet le don de remettre au jour les formes élémentaires de la vie sociale, c'est-à-dire les forces fondamentales habituellement recouvertes par le fonctionnement ordinaire et familier des institutions qui les expriment. En ce sens, on pourrait dire

de ces crises qu'elles sont des moments de déparcularisation ou de « regénéralisation ». C'est pourquoi la philosophie politique, ordinairement écartée pour cause d'excès spéculatif, peut redevenir un instrument adéquat dans ces situations de crise. Elle le peut d'autant plus, en l'occurrence, que, par un effet puissamment révélateur, la crise financière de 2007-2008, prolongée en récession et en crise des dettes publiques, porte à un point critique le *nexus* des contradictions originelles de la construction européenne, contradictions en fait fondamentalement politiques et qui ont pour lieu central la question de la souveraineté.

À sa manière, et même avec un effet d'amplification qui ridiculise quelque peu son discours du « bouclier contre la mondialisation », la construction européenne exprime les caractères les plus fondamentaux de la mondialisation néolibérale entendue comme le processus de déréglementation du plus grand nombre de marchés possible à l'échelle internationale la plus étendue possible. Par tous ses traités, en leurs articles relatifs à la « concurrence libre et non faussée » ou à la libre circulation des capitaux, accompagnés de ses efforts constants pour déréglementer ce qui ne l'est pas encore, dans le cadre de l'OMC ou bien dans ses entreprises répétées de libéralisation des services (directive Bolkestein, services publics, etc.), la construction européenne, à l'exact opposé de sa rhétorique « bouclière », se pose bien plutôt comme la *réalisation régionale* de la mondialisation libérale. Mais pourquoi faire de ce processus en apparence purement économique le principe d'un conflit frontal avec l'exercice politique de la souveraineté ? On sait de longue date – d'avant la mondialisation – que les interdépendances économiques constituent de fait des limitations de souveraineté, comme en fait les simples rapports de coexistence des États-nations. Avant même la mondialisation, les relations

commerciales internationales, avec leurs possibilités de déficits de balance courante, leurs problèmes de compétitivité, de change, etc., pouvaient contraindre à des ajustements des politiques économiques domestiques – sans pour autant qu'on y ait vu des atteintes majeures aux souverainetés nationales. N'y a-t-il pas lieu alors de considérer que la mondialisation – qui n'a évidemment pas succédé à une configuration d'économies autarciques – ne représente qu'une simple variation de degré par rapport à la situation antérieure ? Comme on sait, il y a des différences de degré qui, par franchissement de certains seuils, finissent par produire des différences de nature. C'est d'autant plus le cas ici que la mondialisation ajoute une dimension particulière à la simple « intensification » des anciennes interdépendances économiques. Cette dimension particulière, c'est la financiarisation, certes une « interdépendance », mais pas tout à fait comme les autres – et c'est en elle que se noue à titre principal le rapport antagoniste de la mondialisation économique et de la souveraineté politique.

Il n'est pas possible de revenir ici en détail sur l'histoire de la déréglementation internationale des marchés de capitaux, si ce n'est pour en rappeler au moins ceci : elle est le produit du contexte d'inflation chronique des années 70, tel qu'il donne simultanément naissance :

– au projet politique des créanciers de transformer le régime international de la finance dans un sens qui soit de nouveau favorable à leurs intérêts ;

– à un remaniement profond de la doctrine économique dominante, en fait à l'éviction pure et simple du référentiel keynésien par le référentiel monétariste, remaniement doctrinal au terme duquel l'inflation a pour cause exclusive l'excès de création monétaire… dont le principal responsable est l'État, qui abuse des facilités de financement monétaire de ses déficits.

Il s'ensuivra le double mouvement consistant, premièrement, à sortir les banques centrales de l'orbite étatique pour les rendre indépendantes et, deuxièmement, à ne plus autoriser que le financement obligataire des déficits, renvoyant ainsi les Trésors aux marchés de capitaux, point de passage obligé du financement des impasses. Deux pays sont spécialement actifs dans le processus de libéralisation internationale des marchés financiers : le Royaume-Uni, dont la spécialisation dans la division internationale du travail a historiquement partie liée avec l'industrie financière, et surtout les États-Unis, qui, à partir du milieu des années 80, expérimentent une situation de déficit budgétaire permanent et d'insuffisance de l'épargne domestique. Or la libéralisation financière internationale a pour fonction première de dispenser les États-Unis d'avoir à boucler le circuit épargne-investissement sur l'espace national, en d'autres termes de rendre aussi facile que possible la circulation internationale des capitaux depuis les pays à forte épargne (à l'époque le Japon, aujourd'hui la Chine) vers les pays à déficit chronique – eux!… mais aussi la plupart des pays européens, entrés, avec la crise des années 70, dans un régime de croissance faible dont les déficits budgétaires sont les corrélats. La déréglementation financière de 1985-1986 en France n'a pas d'autre origine, qui met très explicitement en avant le motif de l'aménagement des structures de la liquidité afin d'attirer les investisseurs institutionnels, résidents et non-résidents, vers les titres obligataires publics, dont la gamme va être considérablement étendue, et de favoriser leur placement, puisque les voilà devenus les uniques véhicules du financement du déficit [1].

1. Pour une brève histoire de la déréglementation financière en France dans les années 80, voir Frédéric Lordon, *Fonds de pension, piège à cons ?*, Raisons d'agir, 2000, chapitre 1.

La financiarisation, une révolution *politique* silencieuse

Toutes ces opérations, en apparence techniques, conduisent en fait à une silencieuse révolution politique, car, dans un contexte de déficits fréquents, si ce n'est chroniques – où au surplus toutes les autres possibilités de financement ont été *délibérément* fermées ! –, ces transformations établissent la situation de dépendance des puissances publiques vis-à-vis de ce qu'on appellera génériquement « la finance ». Cette dépendance se manifeste, par exemple, dans la spectaculaire montée en longue période du service de la dette dans la hiérarchie des dépenses publiques, le paiement aux créanciers évinçant de plus en plus les dépenses socialement utiles – effet d'éviction qui, toutes choses égales par ailleurs bien sûr, n'aurait pas été tel si l'État avait pu continuer à bénéficier de financements monétaires à taux préférentiels auprès de la banque centrale. Au moins l'actuelle crise des dettes souveraines européennes a-t-elle le mérite de rendre évidentes des choses sur lesquelles aucun des avertissements de la pensée hétérodoxe n'avait auparavant réussi à attirer la moindre attention, notamment cette extraordinaire emprise acquise par la finance sur les politiques publiques. Où l'on retrouve cette vérité structuraliste que la dévolution du pouvoir est affaire d'agencements institutionnels. Le pouvoir n'est pas comme une substance ou une « dotation » dont il y aurait à se faire le partage ; le pouvoir est un *effet*, et sa « distribution » n'est jamais déterminée que par la configuration des structures. Change la configuration des structures, et change le pouvoir relatif des groupes sociaux. Par exemple, d'inexistants au sein des structures fordiennes de la finance, les investisseurs institutionnels sont devenus hégémoniques dans celles de la mondialisation libérale (et de son département européen). De la même manière que la finance

actionnariale a mis sous coupe réglée les équipes managériales en contrôlant le paramètre – vital pour leur maintien – du cours de Bourse, l'emprise des marchés obligataires sur les politiques économiques passe par le contrôle du paramètre vital équivalent qu'est le taux d'intérêt. Vital, il l'est en effet, puisque le niveau du taux d'intérêt contribue à régler la conjoncture macroéconomique d'ensemble, mais aussi parce qu'il détermine le degré d'éviction des dépenses publiques par le service de la dette.

Mais les nouvelles configurations structurelles elles-mêmes ne tombent pas du ciel : elles sont le produit de *politiques publiques*! Très significativement, la déréglementation financière française est mise en œuvre par une loi (de 1986) adossée à tout l'arrière-plan, pour le coup international, d'une intense pression des investisseurs pour hâter une transformation capable de faire passer la finance d'un « régime de débiteurs » à un « régime de créanciers » (pour reprendre les termes de Keynes). En matière de libéralisation financière, cependant, il importe de mentionner une particularité européenne – en fait une particularité allemande, ou plus exactement imposée à l'Europe par l'Allemagne. On la saisit à la lecture de l'article 63 du traité de Lisbonne (ex-article 56 du traité de Nice), dont la lettre même doit être examinée de près : « Toutes les restrictions aux mouvements de capitaux entre les États membres *et entre les États membres et les pays tiers* sont interdites. » Qu'on veuille interdire les restrictions aux mouvements de capitaux entre les États membres, on le comprend, au moins relativement à la logique de l'intégration du, ou plutôt des divers marchés européens : biens, services et, en effet, capitaux – pour les hommes, évidemment, les choses sont « moins simples »… Ce que la logique alléguée de l'unification des marchés européens ne saurait en tout cas justifier, quelle que soit la manière

dont on la tord, c'est d'interdire toute restriction aux mouvements de capitaux *entre l'intérieur et l'extérieur* de la zone. Comment donc une telle disposition, totalement hétérogène à l'argument du « marché unique », a-t-elle pu se trouver incluse dans le traité ? La réponse est à chercher dans la combinaison de l'enthousiasme idéologique français et du forcing allemand.

Comme on sait, ce n'est pas le moindre des paradoxes de la période ouverte avec les années 80 que le « socialisme » français aura été l'un des plus obstinés et des plus efficaces promoteurs du néolibéralisme sous toutes ses formes – notamment financière. Très logiquement, l'extension européenne de la déréglementation financière française a eu pour ingénieurs… des Français, en l'occurrence Jacques Delors et son directeur de cabinet Pascal Lamy. Il s'agissait alors de « moderniser » l'article 67 du traité de Rome, stupidement timoré puisqu'il limitait les mouvements de capitaux libéralisés aux seules nécessités de l'économie réelle, à savoir le financement du commerce international et des investissements directs – demeuraient ainsi sujets à réglementation tous les mouvements de capitaux courts, les plus spéculatifs et les plus nuisibles. La directive Delors-Lamy vient enfin tourner la page de ces terribles archaïsmes et rend obligatoire pour tous les États membres la déréglementation complète du compte de capital [1] – nous sommes en 1988 et Rawi Abdelal, politologue de la Harvard Business School, qui raconte l'histoire [2], n'en revient pas de l'enthousiasme des socialistes français, prêts à bousculer tout et tout le monde pour faire advenir leur idée de la modernité financière : la droite (!),

1. L'expression « compte de capital » désigne la partie « financière » de la balance des paiements, relative aux échanges de capitaux, longs et courts.

2. Rawi Abdelal, *Capital Rules. The Construction of Global Finance*, Harvard University Press, 2007.